

Nations Unies

Communiqué de presse

Pour publication immédiate
(New York, le 15 mars 2012)

Après une année entière marquée par la répression violente des mouvements de protestation antigouvernementaux organisés en Syrie, les Conseillers spéciaux du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour la prévention du génocide, Francis Deng, et pour la responsabilité de protéger, Edward Luck, publient le communiqué suivant :

Tout au long de l'année écoulée, la violente répression exercée par le Gouvernement syrien à l'encontre de sa population a contribué à creuser les divisions intercommunautaires et mené le pays au bord de la guerre civile. Le Gouvernement a manifestement failli à son devoir de protection de la population syrienne. Il a fait usage d'une extrême violence à l'encontre du peuple syrien, au lieu de le laisser exprimer librement ses opinions et se prononcer sur le destin de son pays. Au nom de l'ordre, il a engendré le chaos et fait détruire des quartiers entiers dans certaines des plus grandes villes du pays.

L'absence d'unité de la communauté internationale dans la condamnation de cette répression et dans l'action menée pour protéger la population syrienne a permis au Gouvernement d'avoir les mains libres. Face à la paralysie du Conseil de sécurité, il aurait intensifié ses attaques, qui ont entraîné, ces derniers mois et semaines, une augmentation sensible du nombre de morts, de blessés et de victimes de sévices et de tortures.

Face à l'inertie de la communauté internationale, la population syrienne a dû se débrouiller toute seule. Ainsi, de plus en plus de Syriens auraient pris les armes, et de plus en plus de soldats auraient préféré désertier plutôt que d'obéir à des supérieurs qui les enjoignaient de commettre des crimes contre des civils. Alors que les forces gouvernementales et les milices alliées continuent de s'en prendre aux civils, nous craignons une augmentation des mesures punitives. Pour éviter de nouvelles flambées de violences, qui risquent d'avoir des conséquences dévastatrices pour le pays et pour la région, il faut que le Gouvernement cesse immédiatement ses attaques contre le peuple syrien.

De plus en plus d'éléments tendent à prouver que des crimes contre l'humanité sont commis actuellement en Syrie. Nous exhortons de nouveau le Gouvernement syrien à mettre immédiatement un terme à toute la violence qu'il exerce à l'encontre de sa population, et toutes les parties, y compris les acteurs non étatiques, à respecter leurs obligations au regard du droit international. La violence contre les populations civiles est inacceptable, quel que soit le camp qui en est responsable. Nous demandons à la communauté internationale, notamment au Conseil de sécurité, de prendre sans délai des mesures collectives, en utilisant tous les moyens que la Charte des Nations Unies met à sa disposition, pour protéger les populations de Syrie menacées par de nouvelles atrocités. Tous les chefs d'État et de gouvernement doivent honorer l'engagement qu'ils ont pris, lors du Sommet mondial de 2005, de protéger les populations du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité, ou de l'incitation à commettre ces crimes.

* * *

Veillez adresser toute question au :

Bureau du Conseiller spécial pour la prévention du génocide
<http://www.un.org/en/preventgenocide/adviser/>
Tél. : +1 917 367 4961
Portable : +1 646 538 3282
E-mail : mrozm@un.org
866 UN Plaza, Suite 600